

**BREUKLIJNEN  
LIGNES DE FRACTURE**

N° 85 Août - Augustus 2014

**ISRAËLIENS ET PALESTINIENS**

**Article remarquable**

L'archevêque émérite Desmond Tutu, dans un article exclusif pour le journal Haaretz, appelle à un boycott mondial d'Israël et demande aux Israéliens et aux Palestiniens de réfléchir au delà de leurs dirigeants à une solution durable à la crise en Terre Sainte.

Publié initialement sur <http://www.haaretz.com/opinion/1.610687>.  
Traduction par la communauté d'Avaaz

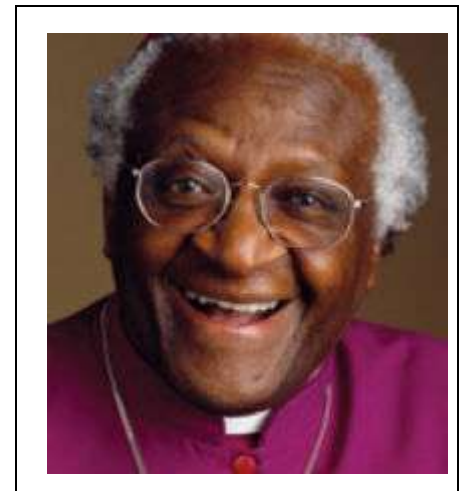
**Mon plaidoyer pour le peuple d'Israël: Libérez-vous en libérant la Palestine**

Les dernières semaines, des membres de la société civile du monde entier ont lancé des actions sans précédent contre les ripostes brutales et disproportionnées d'Israël au lancement de roquettes depuis la Palestine.

Si l'on fait la somme de tous les participants aux rassemblements du week-end dernier exigeant justice en Israël et en Palestine - à Cape Town, Washington, New-York, New Delhi, Londres, Dublin et Sydney, et dans toutes les autres villes - cela représente sans aucun doute le plus important tollé de l'opinion citoyenne jamais vu dans l'histoire de l'humanité autour d'une seule cause.

Il y a un quart de siècle, j'ai participé à des manifestations contre l'apartheid qui avaient rassemblé beaucoup de monde. Je n'aurais jamais imaginé que nous assisterions de nouveau à des manifestations d'une telle ampleur, mais celle de samedi dernier à Cape Town fut au moins aussi importante. Les manifestants incluaient des gens jeunes et âgés, musulmans, chrétiens, juifs, hindous, bouddhistes, agnostiques, athéistes, noirs, blancs, rouges et verts... C'est ce à quoi on pourrait s'attendre de la part d'une nation vibrante, tolérante et multiculturelle.

J'ai demandé à la foule de chanter avec moi : "Nous sommes opposés à l'injustice de l'occupation illégale de la Palestine. Nous sommes opposés aux assassinats à Gaza. Nous sommes opposés aux humiliations infligées aux Palestiniens aux points de contrôle et aux barrages routiers. Nous sommes opposés aux violences perpétrées par toutes les parties. Mais nous ne sommes pas opposés aux Juifs."



Plus tôt dans la semaine, j'ai appelé à suspendre la participation d'Israël à l'Union Internationale des Architectes qui se tenait en Afrique du Sud.

J'ai appelé les soeurs et frères israéliens présents à la conférence à se dissocier activement, ainsi que leur profession, de la conception et de la construction d'infrastructures visant à perpétuer l'injustice, notamment à travers le mur de séparation, les terminaux de sécurité, les points de contrôle et la construction de colonies construites en territoire palestinien occupé.

"Je vous implore de ramener ce message chez vous : s'il vous plaît, inversez le cours de la violence et de la haine en vous joignant au mouvement non violent pour la justice pour tous les habitants de la région", leur ai-je dit.

Au cours des dernières semaines, plus de 1,7 million de personnes à travers le monde ont adhéré au mouvement en rejoignant une campagne d'Avaaz demandant aux compagnies tirant profit de l'occupation israélienne et/ou impliquées dans les mauvais traitements et la répression des Palestiniens de se retirer. La campagne vise spécifiquement le fonds de pension des Pays-Bas ABP, la Barclays Bank, le fournisseur de systèmes de sécurité G4S, les activités de transport de la firme française Véolia, la compagnie d'ordinateurs Hewlett-Packard et le fournisseur de bulldozers Caterpillar.

Le mois dernier, 17 gouvernements européens ont appelé leurs citoyens à ne plus entretenir de relations commerciales ni investir dans les colonies israéliennes illégales.

Récemment, on a pu voir le fond de pension néerlandais PGGM retirer des dizaines de millions d'euros des banques israéliennes, la fondation Bill et Melinda Gates désinvestir de G4S, et l'église presbytérienne américaine se défaire d'un investissement d'environ 21 millions de dollars dans les entreprises HP, Motorola Solutions et Caterpillar.

C'est un mouvement qui prend de l'ampleur.

La violence engendre la violence et la haine, qui à son tour ne fait qu'engendrer plus de violence et de haine.

Nous, Sud-Africains, connaissons la violence et la haine. Nous savons ce que cela signifie d'être les oubliés du monde, quand personne ne veut comprendre ou même écouter ce que nous exprimons. Cela fait partie de nos racines et de notre vécu.

Mais nous savons aussi ce que le dialogue entre nos dirigeants a permis, quand des organisations qu'on accusait de "terroristes" furent à nouveau autorisées, et que leurs meneurs, parmi lesquels Nelson Mandela, furent libérés de prison ou de l'exil.

Nous savons que lorsque nos dirigeants ont commencé à se parler, la logique de violence qui avait brisé notre société s'est dissipée pour ensuite disparaître. Les actes terroristes qui se produisirent après le début des échanges - comme des attaques sur une église et un bar - furent condamnés par tous, et ceux qui en étaient à l'origine ne trouvèrent plus aucun soutien lorsque les urnes parlèrent.

L'euphorie qui suivit ce premier vote commun ne fut pas confinée aux seuls Sud-Africains de couleur noire. Notre solution pacifique était merveilleuse parce qu'elle nous incluait tous. Et lorsqu'ensuite, nous avons produit une constitution si tolérante, charitable et ouverte que Dieu en aurait été fier, nous nous sommes tous sentis libérés.

Bien sûr, le fait d'avoir eu des dirigeants extraordinaires nous a aidés.

Mais ce qui au final a poussé ces dirigeants à se réunir autour de la table des négociations a été la panoplie de moyens efficaces et non-violents qui avaient été mis en oeuvre pour isoler l'Afrique du Sud sur les plans économique, académique, culturel et psychologique.

A un moment charnière, le gouvernement de l'époque avait fini par réaliser que préserver l'apartheid coûtait plus qu'il ne rapportait.

L'embargo sur le commerce infligé dans les années 80 à l'Afrique du Sud par des multinationales engagées fut un facteur clé de la chute, sans effusion de sang, du régime d'apartheid. Ces entreprises avaient compris qu'en soutenant l'économie sud-africaine, elles contribuaient au maintien d'un statu quo injuste.

Ceux qui continuent de faire affaire avec Israël, et qui contribuent ainsi à nourrir un sentiment de « normalité » à la société israélienne, rendent un mauvais service aux peuples d'Israël et de la Palestine. Ils contribuent au maintien d'un statu quo profondément injuste.

Ceux qui contribuent à l'isolement temporaire d'Israël disent que les Israéliens et les Palestiniens ont tous autant droit à la dignité et à la paix.

A terme, les événements qui se sont déroulés à Gaza ce dernier mois sont un test pour ceux qui croient en la valeur humaine.

Il devient de plus en plus clair que les politiciens et les diplomates sont incapables de trouver des réponses, et que la responsabilité de négocier une solution durable à la crise en Terre Sainte repose sur la société civile et sur les peuples d'Israël et de Palestine eux-mêmes.

Outre la dévastation récente de Gaza, des personnes honnêtes venant du monde entier - notamment en Israël - sont profondément perturbées par les violations quotidiennes de la dignité humaine et de la liberté de mouvements auxquelles les Palestiniens sont soumis aux postes de contrôle et aux barrages routiers. De plus, les politiques israéliennes d'occupation illégale et la construction d'implantations en zones tampons sur le territoire occupé aggravent la difficulté de parvenir à un accord qui soit acceptable pour tous dans le futur.

L'Etat d'Israël agit comme s'il n'y avait pas de lendemain. Ses habitants ne connaîtront pas l'existence calme et sécuritaire à laquelle ils aspirent, et à laquelle ils ont droit, tant que leurs dirigeants perpétueront les conditions qui font perdurer le conflit.

J'ai condamné ceux qui en Palestine sont responsables de tirs de missiles et de roquettes sur Israël. Ils attisent les flammes de la haine. Je suis opposé à toute forme de violence.

Mais soyons clairs, le peuple de Palestine a tous les droits de lutter pour sa dignité et sa liberté. Cette lutte est soutenue par beaucoup de gens dans le monde entier.

Nul problème créé par l'homme n'est sans issue lorsque les humains mettent en commun leurs efforts sincères pour le résoudre. Aucune paix n'est impossible lorsque les gens sont déterminés à l'atteindre.

La paix nécessite que le peuple d'Israël et le peuple de Palestine reconnaissent l'être humain qui est en eux et se reconnaissent les uns les autres afin de comprendre leur interdépendance.

Les missiles, les bombes et les invectives brutales ne sont pas la solution. Il n'y a pas de solution militaire.

La solution viendra plus probablement des outils non violents que nous avons développés en Afrique du Sud dans les années 80 afin de persuader le gouvernement sud-africain de la nécessité de changer sa politique.

La raison pour laquelle ces outils - boycott, sanctions et retraits des investissements - se sont finalement avérés efficaces, est qu'ils bénéficiaient d'une masse critique de soutien, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le même type de soutien envers la Palestine dont nous avons été témoins de par le monde durant ces dernières semaines.

Mon plaidoyer envers le peuple d'Israël est de voir au-delà du moment, de voir au-delà de la colère d'être perpétuellement assiégé, de concevoir un monde dans lequel Israël et la Palestine coexistent - un monde dans lequel règnent la dignité et le respect mutuels.

Cela demande un changement de paradigme. Un changement qui reconnaisse qu'une tentative de maintenir le statu quo revient à condamner les générations suivantes à la violence et l'insécurité. Un changement qui arrête de considérer une critique légitime de la politique de l'Etat comme une attaque contre le judaïsme. Un changement qui commence à l'intérieur et se propage à travers les communautés, les nations et les régions - à la diaspora qui s'étend à travers le monde que nous partageons. Le seul monde que nous partageons !

Quand les gens s'unissent pour accomplir une cause juste, ils sont invincibles. Dieu n'interfère pas dans les affaires humaines, dans l'espoir que la résolution de nos différends nous fera grandir et apprendre par nous-mêmes. Mais Dieu ne dort pas. Les textes sacrés juifs nous disent que Dieu est du côté du faible, du pauvre, de la veuve, de l'orphelin, de l'étranger qui a permis à des esclaves d'entamer leur exode vers une Terre Promise. C'est le prophète Amos qui a dit que nous devrions laisser la justice couler telle une rivière.

À la fin, le bien triomphera. Chercher à libérer le peuple de Palestine des humiliations et des persécutions que lui inflige la politique d'Israël est une cause noble et juste. C'est une cause que le peuple d'Israël se doit de soutenir.

Nelson Mandela a dit que les Sud-Africains ne se sentiraient pas complètement libres tant que les Palestiniens ne seraient pas libres.

Il aurait pu ajouter que la libération de la Palestine serait également la libération d'Israël.

## **LES LEADERS RELIGIEUX BELGES DÉNONCENT LES VIOLENCES**

Face aux violences perpétrées aux quatre coins du monde par différents protagonistes au nom de la religion, Monseigneur Léonard, Archevêque de Malines-Bruxelles, le Grand Rabbin Albert Guigui et Nouredine Smaili le Président de l'Exécutif des Musulmans de Belgique ont décidé de réaliser une déclaration commune. L'exercice n'est pas inédit puisqu'il avait déjà été réalisé récemment autour de la question de l'euthanasie des mineurs, ainsi qu'après l'attentat au Musée juif.

Ensemble, ils condamnent « la violence perpétrée au nom de la foi » et lancent « un appel solennel au respect de l'autre, indépendamment de sa croyance, sa race, sa couleur, son origine ethnique ou culturelle »

### ***Volledige tekst van de verklaring:***

Niemand blijft onberoerd bij de ontelbare onschuldige slachtoffers, de gedwongen volksverhuizingen, de vernietiging van cultusplaatsen en het onrecht in heel wat regio's wereldwijd. Deze vreselijke feiten, die de hele wereld door elkaar schudden, interpellieren ons om meerdere redenen. Allereerst is er de gegronde vrees voor de gevolgen van deze gebeurtenissen voor de veiligheid van de hele wereld. Veel aanwijzingen laten vermoeden dat deze conflicten niet beperkt zullen blijven tot de regio's waarin ze zich nu voordoen. Op de tweede plaats is het onze gemeenschappelijke morele plicht om daadwerkelijk onze solidariteit te betuigen

met alle getroffen volkeren. Niet door hun problemen naar Europa te importeren, maar om te trachten vanuit Europa oplossingen aan te reiken.

Als vertegenwoordigers van de drie monotheïstische godsdiensten, vinden we het onze plicht om alle wandaden begaan in naam van de religie streng te veroordelen. Geen enkele godsdienst heeft het recht de stabiliteit, de vrede en de samenhang van een samenleving op het spel zetten. Dat druist juist in tegen de kern van elke religie die precies het samenleven en het menselijke leven op aarde wil bevorderen en behoeden. Niets kan het verjagen of uitroeien van etnische minderheden op basis van godsdienstige of welke redenen dan ook rechtvaardigen. Ook al probeert men de oorsprong en de varianten van de conflicten die in deze regio's woeden te begrijpen, toch blijft het verbazen hoe bepaalde discours het geloof 'instrumentaliseren' om bevolkingsgroepen ertoe over te halen zich te laten meevoeren in een oorlog tussen beschavingen of tussen religieuze gemeenschappen.

Los van elk politiek gelegenheidsdiscours veroordelen wij daarom ten stelligste elke vorm van geweld in naam van religie. Wij willen iedereen uitdrukkelijk oproepen tot respect voor zijn medemens ongeacht zijn levensovertuiging, ras, huidskleur, etnische of culturele origine. Wij distantiëren ons nadrukkelijk van elk discours, verpakt als geloofsoproep, dat zou kunnen verward worden met het aanzetten tot verdrukking van andermans geloofsovertuiging.

*Kerknet, donderdag 21 augustus 2014*

## **LES PAYS LES PLUS PACIFIQUES DU MONDE**

L'Europe se maintient comme région la plus pacifique du globe. Sept des dix pays les plus pacifiques sont européens (1. Islande, 2. Danemark, 3. Autriche, 4. Nouvelle-Zélande, 5. Suisse, 6. Finlande, 7. Canada, 8. Japon, 9. Belgique, 10. Norvège).

L'indice global de paix (*Global Peace Index*) mesure 22 indicateurs dans 162 pays. L'objectif ? Apprécier le nombre d'actes violents et la perception d'actes violents. Durant les dernières années, le niveau de paix s'est détérioré dans 111 pays alors qu'il ne s'est amélioré que dans 51 autres pays. Les activités terroristes, le nombre de conflits et le nombre de personnes déplacées ont fait grimper la violence mondiale. Les combats entre Etats sont moindres et se déroulent davantage en interne. 500 millions de personnes vivent dans des pays à risque d'instabilité et de conflit.

La Géorgie, la Côte d'Ivoire et la Libye progressent le plus depuis l'an dernier grâce à l'amélioration de leur stabilité politique. En revanche, la situation risque de se dégrader dans 10 pays durant les deux prochaines années : la Zambie, Haïti, l'Argentine, le Tchad, la Bosnie-Herzégovine, le Népal, le Burundi, la Géorgie, le Liberia et le Qatar. Sans surprise, la Syrie et l'Afghanistan ferment le classement. Le Soudan du Sud réalise la plus grosse chute dans l'indice. Il perd 16 places et se retrouve 160e sur 162.

Le *Global Peace Index* produit le classement de 162 pays qui représentent 99,6 % de la population mondiale. La paix dans le monde est évaluée sur 3 thèmes : le niveau de sûreté et de sécurité dans les sociétés, l'ampleur des guerres civiles et des conflits internationaux, et le degré de militarisation de chaque pays. Depuis 2008, seuls quatre indicateurs de l'Indice de Paix se sont améliorés alors que 18 se sont détériorés.

*Le Soir 21-08-2014*

## **LE MEILLEUR CONTRACEPTIF, C'EST LE DÉVELOPPEMENT**

L'Indonésie, qui n'a pas mené de politique autoritaire, comme la Chine, est parvenue exactement au même point, simplement parce qu'elle est devenue un pays émergent. Si la Chine avait moins fait souffrir sa

population (avortements dramatiques au huitième mois de grossesse, fermes brûlées, sanctions envers les contrevenants...), elle serait parvenue de toute façon exactement au même résultat.

L'autoritarisme provoque plutôt des effets rebond dramatiques, comme le montre l'exemple de l'Inde après la politique de stérilisation volontaire menée par Indira Gandhi, au milieu des années 1970. Dès que celle-ci prend fin, la fécondité remonte en flèche car elle ne correspond nullement à l'état des opportunités économiques dans le pays: le meilleur contraceptif, c'est le développement.

L'exemple du Maghreb, de l'Iran ou des pays du Proche-Orient le montre: alors qu'on les disait incapables, en raison du statut de la femme, de réduire leur natalité, leur taux de fécondité est tombé très bas car ils se sont développés, rendant moins nécessaire le fait pour un couple d'avoir une famille nombreuse pour disposer d'une force de travail et d'une assurance vieillesse. L'Inde est un pays de très grande pauvreté, et d'inégalités sociales et de classes monstrueuses. Sa fécondité, élevée chez les pauvres, est le reflet de cette injustice, notamment dans les États du Nord, où elle est celle d'un pays pauvre. Le facteur essentiel est la scolarisation des femmes et l'âge au mariage, qui vont souvent ensemble et accompagnent le développement économique: plus longtemps la femme est allée à l'école, plus tard elle se marie et moins elle fait d'enfants. En somme, la natalité chutera en Afrique quand l'enfant cessera d'être une nécessité, à la fois pour que la femme soit reconnue socialement et pour que, dans les campagnes, les paysans puissent élargir leur assise sociale, économique et foncière. Les pays d'Afrique qui se développent voient baisser leur fécondité, le mouvement part comme partout de la bourgeoisie des villes... Et la corrélation la plus nette se voit à travers la scolarisation des petites et des jeunes filles.

*Sylvie Brunel, géographe, spécialiste des questions de développement in Jeune Afrique, n° 2793 juillet '14*

## **IS : MISDADEN TEGEN DE MENSELIJKHEID**

Op 10 juni hebben aanhangers van de islamitische soennitische terreurorganisatie Islamitische Staat (IS) 670 gedetineerden die in de gevangenis van Mosoel zaten geëxecuteerd. Dat melden de VN op basis van gesprekken met overlevenden en getuigen.

De leden van IS laadden duizend tot 1.500 gevangenen op hun vrachtwagens en haalden er vervolgens de soennieten uit. De overige gedetineerden, die in rijen op hun knieën moesten zitten, werden neergeschoten. Volgens de VN-commissaris voor de Mensenrechten Navi Pillay heeft IS zich schuldig gemaakt aan oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid door 'het koelbloedig, systematisch en bewust neerschieten van burgers, nadat ze op basis van hun geloof werden geselecteerd'.

Ook in de Iraakse stad Amirli vrezden de VN het ergste. Daar worden zeker 13.000 burgers, vooral vrouwen en kinderen, sinds half juni door IS belegerd. Zij hebben al maanden amper te eten of te drinken gehad. Volgens Navi Pillay dreigt ook daar een bloedbad. Amirli ligt ongeveer 170 kilometer ten noorden van Bagdad.

Net als andere religieuze minderheden in Irak, zoals christenen en jezidi's, is ook de Turkmeense gemeenschap doelwit van de Islamitische Staat, die hen ziet als afvalligen.

Duizenden Turkmenen zijn op de vlucht sinds Islamitische Staat grote delen van Noord-Irak innam, waaronder de steden Mosoel en Tikrit.

*De Standaard van 26-8-2014*

---

Compilateur/compositeur responsable: Jef Vleugels, rue Charles Degroux 118 – B-1040 Bruxelles